

MLC facilities

7 rue Alexander Fleming

21121 Ahuy

contact@mlc-facilities.fr



DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES

Département des Affaires Immobilières de Dijon

72A rue d'Auxonne

BP 13331

21033 DIJON

**Centre de Semi-liberté (CSL)
7 cours Jean Dupont 45200
MONTARGIS**

***Travaux de mise en conformité accessibilité (AD'AP)
Cahier des Clauses Techniques Particulières***

Lot 3 REVÊTEMENTS MURAUX - REVÊTEMENTS DE SOL - PEINTURE / PLAFOND

SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION	3
1.1	OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2	INTERVENANTS.....	3
1.3	CONNAISSANCE DES LIEUX	3
1.4	SOUS TRAITANCE	4
1.5	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	4
1.6	NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES.....	4
1.7	DÉPENSES DIVERSES	4
1.8	RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :	4
2	OBSERVATIONS GÉNÉRALES.....	6
2.1	ÉTENDUE DES TRAVAUX	6
2.2	SITE OCCUPÉ.....	6
2.3	ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT	6
2.4	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	7
2.5	COORDINATION.....	7
2.6	CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE.....	8
2.7	RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE.....	8
3	ORGANISATION DU CHANTIER.....	9
3.1	PERSONNEL ET RESPONSABLE.....	9
3.2	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	9
3.3	COMPTE RENDU DE CHANTIER	9
3.4	ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE	9
3.5	HYGIÈNE ET SÉCURITÉ	9
3.6	NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES.....	10
3.7	ÉVACUATION DES DÉCHETS	11
3.8	CAROTTAGES	11
3.9	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	11
3.10	OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION	11
3.11	ESSAIS ET RÉCEPTIONS	11
3.11.1	AUTOCONTRÔLES	12
3.11.2	RÉCEPTION DES INSTALLATIONS	12
3.12	LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA.....	12
4	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	13
4.1	PRÉPARATION DE CHANTIER :	13
	ORGANISATION DU CHANTIER ET ZONE DE STOCKAGE	13
4.2	ÉTUDES D'EXÉCUTION :	13
4.3	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS	13
4.4	NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS	14
5	DESCRIPTION DES OUVRAGES.....	15
5.1	CLOISON PLÂTRERIE.....	15
5.1.1	Cloisonnement.....	15
5.1.2	Travaux préparatoires.....	15
5.2	TRAVAUX DE PEINTURE	15
5.3	PEINTURE SUR MÉTAUX FERREUX	16
5.4	PEINTURE SUR OUVRAGES MÉTALLIQUES	16
5.5	TRAITEMENT DES MURS	17
5.6	REVÊTEMENT DE SOL EN RÉSINE	17
5.7	REPRISE DE SOL.....	18
5.8	PLAFOND	18
5.9	NETTOYAGE AU FIL DE L'EAU	19

REVÊTEMENTS MURAUX / REVÊTEMENTS DE SOL / PEINTURE / PLAFOND

1 PRÉSENTATION

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent document a pour objet le descriptif des travaux de mise en conformité accessibilité PMR (AD'AP) du centre de semi-liberté (CSL) 7 cours Jean Dupont 45200 MONTARGIS

Plus particulièrement concernant le lot REVETEMENTS MURAUX / REVETEMENTS DE SOL / PEINTURE :

- Fourniture et pose de cloison classique, hygrophobe et anti-effraction
- Purges des supports abîmés
- Bande et peinture sur cloison neuves et modifiées
- Peintures sur les portes installées hors portes CR3
- Peinture sur ouvrage métallique
- Mise en place de résine au sol et sur les murs
- Nettoyage dégraissage et peinture sur métaux ferreux

1.2 INTERVENANTS

Désignation	Intervenant	Contact
Maître d'ouvrage	Direction interrégionale des services pénitentiaires 72A rue d'Auxonne BP13331 21033 DIJON	Jordan DEBORTOLI 03 45 34 10 76 jordan.debortoli@justice.fr
Exploitant	Centre de Semi-liberté (CSL) 7 cours Jean Dupont 45200 MONTARGIS	
Maître d'œuvre	MLC FACILITIES 7 rue A. Fleming – 21121 AHUY	✉ moe@mlc-facilities.fr
Bureau de Contrôle		
CSPS	VERITAS	Benoît LALLINEC benoit.lallinec@bureauveritas.com

1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire du présent marché et ses éventuels sous-traitants sont tenus de connaître les lieux et ne sauraient se prévaloir ultérieurement d'une connaissance insuffisante du site et de tous les éléments locaux existants tels que nature des sols, moyens d'accès, sécurité, état des installations existantes, etc.

Sauf avis contraire du règlement de consultation, la visite est obligatoire (se reporter au règlement de consultation pour les modalités de visite).

1.4 SOUS TRAITANCE

La sous-traitance d'une partie de lot n'entrant pas dans la compétence de l'entreprise est soumise à l'agrément préalable du Maître de l'Ouvrage, qui le notifie à la Maîtrise d'œuvre. Elle ne dégage pas l'Entrepreneur de sa responsabilité de l'ensemble des travaux.

1.5 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

L'Entrepreneur doit des ouvrages offrant une parfaite finition et reste seul responsable de l'exécution des travaux inclus dans le présent lot, ainsi que leur tenue dans le temps. Dans son offre, l'Entrepreneur aura prévu la totalité des équipements nécessaires au bon fonctionnement de ses installations. Chaque entreprise doit son propre nettoyage et l'évacuation des gravats aux décharges publiques. Les Entrepreneurs ne pourront se prévaloir d'erreur ou d'omission dans le présent cahier des charges pour proposer ou exécuter une prestation incomplète et non conforme aux règles de l'Art et différents règlements et avis techniques. Dans tous les cas, l'interprétation finale appartiendra à la Maîtrise d'œuvre.

1.6 NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES

Les travaux devront, pour tous les intervenants, être exécutés conformément aux textes officiels, normes, règlements, DTU, préconisations des fabricants, avis techniques et règles de l'Art en vigueur.

Il sera fait application des textes suivants (liste non exhaustive) :

- Le R.E.E.F. du C.S.T.B ainsi que les DTU et ses mises à jour à la date du marché.
- Le règlement d'accessibilité & de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public.
- Le code du travail, et notamment en ce qui concerne la sécurité des accès et d'entretien du matériel.
- Tous les appareils installés seront soumis à la norme française en vigueur ainsi qu'aux normes et directives européennes en vigueur.

1.7 DÉPENSES DIVERSES

Les frais occasionnés par la consommation d'eau et d'électricité pour les besoins du chantier seront à la charge de l'Exploitant.

1.8 RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :

- Arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées
- Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle
- Circulaire de la DAP n° 700020 du 12 janvier 2007 relative à l'application de l'arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle

DAP - Direction de l'Administration Pénitentiaire :

Placée sous l'autorité du garde des Sceaux depuis 1911, l'administration pénitentiaire est l'une des cinq directions du ministère de la Justice.

Les centres de semi-liberté (CSL)

Les centres de semi-liberté reçoivent des détenus sous le régime de la semi-liberté ou éventuellement du placement extérieur. Ils peuvent quitter l'établissement pénitentiaire dans la journée pour des activités ayant

pour objectif une réinsertion (travail, formation), mais dorment au sein de l'établissement pénitentiaire chaque nuit.

PEP :

Poste d'Entrée Principal ou Porte d'Entrée Principale

PCI :

Poste de Centralisation de l'Information

Greffe :

À l'entrée en détention, le passage au greffe permet la prise de mesures anthropométriques (photo et empreintes), le dépôt des affaires personnelles et l'enregistrement du dossier

SAS ou Effet de SAS :

Ce sont les deux portes d'un sas qu'on ne peut ouvrir qu'alternativement, jamais les deux à la fois. Système de franchissement verrouillable ou déverrouillable à distance selon le besoin des mouvements de détenus

Visiteurs :

Tout individu ne faisant pas partie du personnel, visiteurs, avocats, familles, bénévoles, intervenants d'associations qui rencontrent les détenus

PMR & UFR :

Personne à Mobilité Réduite et Usager en Fauteuil Roulant

2 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

L'ensemble des spécifications et prescriptions techniques définies ci-après s'applique pour l'ensemble des articles des présents CCTP. Les compléments descriptifs au sein de chaque article viennent en complément de ces prescriptions.

L'entreprise devra donc incorporer dans son prix unitaire de chaque article les prestations décrites ci-après. Sauf stipulations expresses au présent descriptif, les travaux seront conformes à l'ensemble des règles, D.T.U, cahiers des charges du C.S.T.B, normes en vigueur à la signature des marchés, ainsi qu'à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur applicables à l'Ouvrage objet du présent CCTP.

2.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX

D'une manière générale, l'entrepreneur doit la réalisation de tous les ouvrages tels qu'indiqués aux plans et au présent CCTP. Il doit également tous les travaux qui, bien que non explicitement décrits, découleraient d'une façon logique des prestations dues ainsi que la mise en œuvre de tous les ouvrages et accessoires nécessaires à la bonne finition de ses travaux.

Tout travail produisant un bruit important fera objet de coordination avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage et le CSPS. L'Entrepreneur est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

2.2 SITE OCCUPÉ

L'entreprise est tenue de se faire confirmer auprès de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage, toutes les informations concernant le phasage des travaux, le balisage, les barrières délimitant les zones publiques, des zones de chantier.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Toutes les dispositions devront être prise pour permettre l'exploitation de l'établissement, en limitant les nuisances et en maintenant l'établissement en sécurité. Il est entendu que tout ou partie des travaux pourront s'exécuter en horaires décalés.

Étant donné la sensibilité de l'établissement, le Maître d'Ouvrage pourra décaler une intervention si cela s'avère nécessaire, pour la sécurité du site.

Les plans d'exécution devront être visés par la maîtrise d'œuvre, et le bureau de contrôle, avant toute intervention.

L'entreprise devra un nettoyage quotidien.

Les références techniques du matériel proposé par le présent lot devront être visées par la maîtrise d'œuvre avant toute commande.

Sauf livraisons encombrantes, à ce jour, les véhicules ne pourront pas rentrer dans l'enceinte de la maison d'arrêt.

Les travaux préparatoires se feront dans les sous-sols ou à l'extérieur de la maison d'arrêt (zone neutre).

2.3 ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT

L'entreprise devra présenter une liste du personnel susceptible d'intervenir dans l'établissement dès que possible.

L'accès de chaque intervenant est soumis à l'approbation du chef d'établissement. Ainsi, préalablement à chaque intervention, l'entreprise fournira :

- L'identité de chaque intervenant
- La lecture et l'approbation du cadre de sûreté et de ses annexes
- La nature des prestations à réaliser
- L'inventaire écrit complet des trousseaux à outils et des matériels à faire entrer dans l'établissement
- Les véhicules n'auront pas accès à l'intérieur de l'établissement, sauf cas exceptionnel de livraison / évacuation de matériels. Pour ce faire, la carte grise devra être fournie préalablement dans les mêmes délais.

Si l'accès du personnel est renouvelable concernant son identité, la partie matérielle est à renseigner dans une fiche d'intervention chaque semaine, en prenant en compte que la première demande pourra être validée sous deux semaines.

Les plannings de coupure de réseaux, de livraison, ou d'intervention exceptionnelle seront fournis dans les mêmes délais.

À noter que dans ce type d'établissement la sécurité de tous est prioritaire, le maître d'ouvrage et plus particulièrement le chef d'établissement pourra décider d'annuler ou décaler n'importe quelle tâche ou intervention. Ces dispositions sont réputées incluses dans l'offre de l'entreprise.

2.4 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément au Dossier de Consultation des Entreprises.

L'Entrepreneur devra remettre un prix forfaitaire comprenant, outre ce qui est décrit dans les bordereaux de prix descriptifs, tout le matériel, les fournitures, les études et ouvrages de toutes nature ainsi que la main d'œuvre pour livrer un ouvrage entièrement terminé quant à sa partie spécialisée et décrite dans son lot.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, l'entrepreneur devra se renseigner auprès du MOA pour tout ce qui lui paraît douteux ou incomplet.

Il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix et signalera ces points sur la plateforme de dématérialisation en phase consultation, dans les délais impartis, afin que le nécessaire soit fait pour modifier le DCE le cas échéant.

Il est spécifié que le prix remis par l'Entrepreneur devra être invariable et qu'il ne pourra arguer d'une omission ou erreur, soit au bordereau de prix, descriptif ou autres pièces, soit de sa part, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, ou pour se dispenser d'exécuter un ouvrage de sa spécialité nécessaire pour la finition parfaite et la stabilité des existants selon les règles de l'art des travaux projetés.

Dans la description qui va suivre, le Maître d'Œuvre s'est efforcé de renseigner l'Entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif.

2.5 COORDINATION

Une parfaite collaboration devra exister avec l'ensemble des compagnons, co-traitants, et sous-traitants éventuels. Les informations quant à l'étendue des travaux précités seront données pendant la phase chantier. L'Entrepreneur devra vérifier toutes les cotes et implantations sur le chantier, pour toutes les

réservations et fixations nécessaires.

L'Entrepreneur sera seul responsable des erreurs qu'il aurait constatées et non dénoncées aux intéressés, ainsi que les modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour un quelconque corps d'état un oubli ou l'inobservation de cette clause.

2.6 CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

Tous les appareillages seront fixés à l'aide de vis INOX inviolables. L'outil adapté sera fourni à l'établissement.

Note : dans certaines zones les plafonds métalliques sont solidarisés, ils devront être remis à l'état initial à l'issue des travaux

Une attention particulière sera portée aux nuisances sonores et aux poussières (sas de protection, polyane, linge humide etc...).

2.7 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE

En toutes circonstances, l'Entrepreneur demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés lors de l'exécution de ses travaux, résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

Pendant l'ensemble de la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient aux entrepreneurs responsables des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations.

En outre, les entrepreneurs devront, avec toutes les précautions nécessaires, le déplacement et le stockage à l'intérieur de l'établissement (à un emplacement déterminé par le Maître d'Œuvre en accord avec le Chef d'établissement) du mobilier, le démontage et le stockage des stores, rideaux, luminaires, etc...leurs protections, leur nettoyage lors du remontage, de la repose ou de la remise en place.

Ils sont tenus de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf leurs recours éventuels contre tout tiers responsable, le Maître d'Ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à toutes contestations ou répartitions des dépenses. Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Aucune indemnité ne peut être allouée aux entrepreneurs pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'Ouvrage.

3 ORGANISATION DU CHANTIER

3.1 PERSONNEL ET RESPONSABLE

L'Entreprise doit nommer un responsable de projet ainsi qu'un suppléant qui reste informé de toutes les phases du montage.

Le responsable du chantier assiste à toutes les réunions de chantier. L'Entreprise maintient sur le chantier un chef responsable qui est continuellement présent sur le site pendant les heures de travail.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement de l'une ou de ces deux personnes s'il estime que leur travail ne donne pas satisfaction.

Le personnel responsable doit faciliter la visite du chantier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, sur simple demande de ceux-ci.

3.2 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Un rendez-vous général de chantier aura lieu à une fréquence définie par le Maître d'œuvre en fonction de la nécessité, au jour et à l'heure qui seront arrêtés d'un commun accord à l'ouverture du chantier.

Il est obligatoire et tous les Entrepreneurs sont tenus d'y assister ou de s'y faire représenter par un Conducteur de Travaux qualifié et permanent, ayant pouvoir de décision.

Tout Entrepreneur absent sans raison valable et sans autorisation préalablement fournie par le Maître d'Œuvre supportera une pénalité sur le montant de son Marché, par absence.

Ces pénalités seront comptabilisées par le Maître d'Œuvre à chaque rendez-vous et la déduction sera automatiquement appliquée sur les comptes définitifs de fin de chantier.

3.3 COMPTE RENDU DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier feront l'objet de procès-verbaux établis et diffusés à l'Entreprise par le Maître d'Œuvre.

Sans observation écrite sous 5 jours, les compte-rendu seront considérés acceptés sans réserve par les participants, qu'ils aient été présents ou absents à la réunion de chantier, et deviendront donc contractuel.

Le titulaire du présent lot devra veiller à faire consigner au compte-rendu de chantier toutes les adaptations apportées en phase travaux et toutes les observations qui pourraient servir à la conduite ou aux règlements ultérieurs de travaux.

3.4 ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE

Les aires de stockage seront impérativement implantées sur les zones qui seront réservées à cet effet. Aucun stockage de matériel ne sera admis en dehors des zones où il est prévu d'être installé.

Dans tous les cas, celui-ci devra être fait de façon à ne pas perturber l'exploitation du site.

Les délais d'intervention pour le présent lot sont consignés dans le calendrier détaillé d'exécution de l'opération, tout dépassement de ces délais entraînerait l'application des pénalités prévues au CCAP.

3.5 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

PRESRIPTIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ DES TRAVAILLEURS

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel » :

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

Chantiers de bâtiment et de génie civil dits « clos et indépendants » :

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 est applicable.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions éventuelles du coordinateur santé-sécurité, en application des textes précités.

ÉVALUATION DES RISQUES POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

En cas de présence de plomb, d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

- Au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.
- A la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.
- L'entreprise doit s'informer auprès du chef d'établissement en se faisant remettre notamment la fiche récapitulative du DTA (en cours de diagnostic)
- L'entreprise titulaire du marché devra disposer de l'accréditation d'intervention en sous-section 4, et avoir le personnel habilité pour les interventions sur l'amiante en sous-section 4.
- L'entreprise devra au préalable sur d'autres chantiers avoir réalisé des chantiers tests valides pour les types d'interventions qu'elle réalisera sur ce chantier
- L'entreprise en charge des travaux sur les matériaux amiantés devra prendre connaissance du PGC annexe, et respectera l'ensemble des prescriptions décrites dans le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Dans le cadre des opérations susceptibles d'exposer son personnel aux poussières de plomb, elle devra impérativement prendre les précautions précisées dans le pgc et fournir un mode opératoire détaillé de ses interventions.

3.6 NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES

Nettoyage de chantier

- L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- L'entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le MOE ou à la décharge publique.
- L'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et la remise en état des installations qu'ils a salies ou détériorées.
- L'entreprise a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques, au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Protection des biens et de l'environnement

- L'entreprise prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute dégradation des voiries, édifices, biens et de l'ouvrage jusqu'à la réception sans réserve des travaux.

- L'entreprise doit toutes les dispositions et sujétions relatives à la protection de l'environnement. En cas d'atteinte à l'environnement ou de dégradation, l'entreprise supporte tous les frais de nettoyage, dépollution et remise en état.
- L'entreprise doit la réfection à l'identique de toutes les parties de voies, édifices publics ou privés endommagés par suite de l'exécution des travaux.
- L'entreprise doit la réfection dans les règles de l'art de toute partie de l'ouvrage objet du présent marché endommagée par suite de l'exécution des travaux.

Protection des personnes

- L'entreprise doit assurer la sécurité des biens et des personnes conformément à la réglementation en vigueur, aux directives de la CARSAT, de l'OPPBTP. Toutes les sujétions qui en découlent sont réputées incluses dans les prix.
- L'entreprise rédige un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) conforme aux directives ci-dessus et le soumettre à l'avis des organismes concernés par la sécurité et la santé au travail.

D'une manière générale, toute disposition visant à éviter tout affaissement, mouvement, désordre des ouvrages mais également la chute de matériel, du personnel sera à prévoir à ses frais. Tous ces matériels et dispositifs relèvent de l'entière responsabilité de l'entreprise.

3.7 ÉVACUATION DES DÉCHETS

Chaque entrepreneur procède au tri de ses déchets de construction et se charge de leur évacuation. La location des bennes, l'enlèvement et le transport sur les sites susceptibles de recevoir les déchets, sont à la charge de l'entreprise.

3.8 CAROTTAGES

Les carottages et percements sont à prévoir par le présent Lot. Les demandes de réservations seront à fournir au lot Maçonnerie au moins un mois avant l'exécution des travaux concernés. En l'absence de demande en temps et en heure ils seront assumés par le présent lot.

3.9 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Les prestations à la charge du titulaire comprendront implicitement :

- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, produits et matériels nécessaires à la réalisation des travaux
- Les échafaudages et plates-formes pour travaux en hauteur
- Les démolitions de toutes natures et enlèvement vers les décharges spécialisées
- Les études techniques pour la réalisation des ouvrages
- Les réservations nécessaires aux autres corps d'état.
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception.
- L'enlèvement hors du chantier de tous les déchets et gravois en provenance de ces travaux.
- Toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot.

3.10 OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.

Ces dispositions porteront sur la reconnaissance des ouvrages exécutés, les épreuves et essais.

En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée si la sécurité des intervenants ne peut être assurée ou si les installations ne sont pas exploitables.

3.11 ESSAIS ET RÉCEPTIONS

3.11.1 AUTOCONTRÔLES

Préalablement à la réception des installations, l'entreprise réalisera les essais de tous les équipements mis en œuvre et fournira ses autocontrôles justifiant le fonctionnement des appareils et des installations mis en œuvre, conformément à la demande.

La transmission des installations Fourniture d'un carnet d'autocontrôles fonctionnement justifiant le bon fonctionnement des installations.

3.11.2 RÉCEPTION DES INSTALLATIONS

La réception des installations aura pour but d'évaluer la conformité des travaux réalisés en accord avec les spécifications techniques, règles de l'art et normes en vigueur.

Cette réception sera effectuée en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant et fera l'objet d'un PV de réception des installations.

L'ensemble des travaux effectués seront contrôlés :

- Cheminements ajoutés et réutilisés
- Quantitatifs installés
- Respect des spécifications de pose et de raccordement
- Conformité des restitutions coupe-feu
- Installations au regard de la réglementation
- Dossier des ouvrages exécutés
- Repérage durable de l'installation
- Transmission des installations et formation du personnel en charge de sa maintenance

3.12 LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA

Lors de l'émission du PV de réception, un délai de levée des réserves constatées sera défini.

Une visite de levée de réserve aura lieu en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant afin de constater l'achèvement complet des travaux.

Après émission du rapport final des organismes de contrôle et proposition de réception du Maître d'œuvre (EXE5), tous les travaux nécessaires et complémentaires à la levée des réserves seront à la charge du titulaire.

Il est rappelé que l'obligation de résultat de l'entrepreneur (principal ou sous-traitant) persiste pour les désordres réservés jusqu'à la levée des réserves, même après l'expiration de la garantie de parfait achèvement.

4 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

4.1 PRÉPARATION DE CHANTIER :

L'entreprise sera tenue de réaliser l'ensemble des repérages nécessaires permettant de réaliser ses ouvrages, comprenant les opérations de manutention et mesures conservatoires :

- Consignation installations existantes, signalisation et balisage
- Repérage des installations
- Organisation des travaux, manutention et mesures conservatoires

ORGANISATION DU CHANTIER ET ZONE DE STOCKAGE

Le stockage des fournitures se fera aux risques et périls de l'entreprise et sur des zones définies par l'établissement. La possibilité de l'utilisation des sanitaires de l'établissement par les ouvriers impose à l'entrepreneur la nécessité de veiller à ce que les sanitaires ne subissent pas de détérioration ou ne soient pas salis anormalement par le personnel de l'entreprise.

Zone de stockage :

En fonction du volume et de la durée de ses travaux, l'entreprise prévoira l'installation d'une zone de stockage délimitée par des palissades de chantier. La surface nécessaire pour la zone de stockage sera à préciser et à confirmer durant les premières réunions de chantier. Aucun autre point de stockage tampon ne sera mis à disposition des entreprises au sein des zones de détention.

4.2 ÉTUDES D'EXÉCUTION :

Pendant la période de préparation et avant toute mise en œuvre et fabrication, l'entreprise fournira son dossier d'exécution complet incluant les plans et documents d'exécution nécessaires à la réalisation des travaux, afin de recevoir l'approbation de l'équipe de Maitrise d'Œuvre et de la Maitrise d'Ouvrage.

L'acceptation par le Maître de l'Ouvrage du projet présenté, ainsi que de tous les calculs et dessins graphiques s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur, qui reste soumis à une obligation de résultat. L'entrepreneur contrôlera les cotes exactes en situation et sera tenu d'adapter ses ouvrages en conséquence après signalement au Maître d'Œuvre.

Le dossier d'exécution devra être fourni dans son intégralité pendant la période de préparation.

- Plans d'implantation
- Plan de réservations
- Coupes
- Planning
- Notes de calculs
- Présentation au bureau de contrôle

L'entreprise proposera un planning d'intervention détaillé en accord avec le phasage des travaux défini.

4.3 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS

2 semaines avant les OPR, l'entreprise fournira le DOE récapitulant l'ensemble des ouvrages mis en œuvre et les plans de recollement des nouveaux réseaux en 3 exemplaires papier + 1 version sur clé USB. Ce dossier sera préalablement transmis au MOE pour validation avant envoi au MOA.

Il comprendra tous les éléments nécessaires à la bonne compréhension de l'installation, son utilisation, sa maintenance et son évolution future, à minima :

- Plans complets des installations aux formats .pdf et .dwg

- Procès-verbal de classement au feu des matériaux
- Fiches techniques des équipements installés
- Notices d'entretien
- Notes et calculs techniques
- Notice de transmission des installations

4.4 NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS

Le nettoyage des ouvrages sera réalisé à l'issue de chaque prestation / zone d'intervention.

Le nettoyage intérieur, concerne (liste non limitative) :

- L'ensemble des menuiseries extérieures et intérieures,
- L'ensemble des vitres
- L'ensemble des sols et leurs plinthes
- Les revêtements verticaux y compris la faïence,
- La quincaillerie : bouton de portes, béquilles, etc....,
- L'appareillage électrique,

NOTA IMPORTANT :

Si le nettoyage est jugé insuffisant lors de la réception de l'ouvrage, le Maître d'œuvre pourra, s'il juge nécessaire, faire réaliser les travaux complémentaires de nettoyage par une entreprise spécialisée et ce, à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du présent lot.

5 DESCRIPTION DES OUVRAGES

5.1 CLOISON PLÂTRERIE

Les prestations à la charge de la présente entreprise dans le cadre de son marché, comprendront implicitement :

- Les cloisonnements intérieurs en cloison de distribution à parement en plaques de plâtre.
- Les contre-cloisons sur murs périphériques.
- Toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot
- Tous les échafaudages et leur dépose nécessaires à l'exécution des travaux.
- Le nettoyage de toutes les projections sur les parois, plafonds, sols, huisseries, menuiseries extérieures et ainsi que tous déchets et gravois résultant des travaux et leur enlèvement vers les décharges.

5.1.1 CLOISONNEMENT

L'entreprise fournira et installera une cloison hydrofuge ou du béton cellulaire au niveau de la cellule à adapter.

L'exécution des travaux comprennent :

- La fourniture et la pose des plaques de plâtre hygrophobe
- Les matériaux d'ossature (bois, fourrures, montants, etc.), dispositifs de suspension (pour les plafonds).
- Les dispositifs d'appui intermédiaire (pour les habillages).
- Les matériaux de fixations (vis, adhésifs).
- Les matériaux de traitement des joints (enduits et bandes associées), les dispositifs de protection des angles saillants verticaux (bandes spéciales, baguettes d'angles), les dispositifs de protection en pied pour les cloisons, etc.

5.1.2 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Les travaux préparatoires comprennent :

- Le dépoussiérage de la surface du gros œuvre au raccord avec les ouvrages en plaques.
- La vérification du traçage du développé des cloisons effectué par le lot gros-œuvre.
- Le ragréage / ratissage des zones concernées par la peinture

5.2 TRAVAUX DE PEINTURE

Rappel :

- 1-L'état du support et les travaux préparatoires seront conformes aux prescriptions de la norme NF P 74-201-1 et amendement A1 (référence DTU 59.1) relatives au degré de finition choisie.
- 2-La finition C et la finition B sont d'aspect poché. La finition A est d'aspect finement poché ou lisse. À défaut de précision ci-dessous, l'état de finition B sera retenu.
- 3-Classement d'aspect - Brillant spéculaire retenu pour le présent CAHIER DES CHARGES (selon DTU 59.1) : Mat : Bs compris entre 0 et 10.
- À défaut de précision ci-dessous, le degré de brillant retenu sera « satiné moyen ».

Arrêté du 18 juillet 2006 article 12 :

- S'agissant des locaux, les revêtements de sol sont en matériaux ayant une réaction au feu de catégorie M4 ou DFL - s1. Les revêtements muraux sont en matériaux ayant une réaction au feu

de catégorie M2 ou C - s2, d0. Les plafonds sont en matériaux ayant une réaction au feu de catégorie M1 ou B - s2, d0.

- Le gros mobilier et l'agencement principal sont en matériaux ayant une réaction au feu de catégorie M3.
- S'agissant des escaliers et circulations horizontales, les revêtements de sol sont en matériaux ayant une réaction au feu de catégorie M3 ou CFL - s1. Les revêtements muraux et les plafonds sont en matériaux ayant une réaction au feu de catégorie M1 ou B - s2, d0.

Travaux préparatoires

Travaux préparatoires sur support très abîmé, comprenant :

La purge des subjectiles de tous matériaux étrangers (accessoires de fixation, bois ou métal encastré...).

Le rebouchage de grosses fissures et percements.

- Bande de 20cm en périphérie des portes modifiées et au niveau des nouvelles cloisons.
- Peinture sur cloison neuve et sur toutes les portes neuves hors porte CR3

↳ Localisation : Ensemble du projet (Cf plans et tableau des portes)

5.3 PEINTURE SUR MÉTAUX FERREUX

Les travaux préparatoires comprennent :

- Le nettoyage, dégraissage, grattage de la calamine, brossage de la rouille, dépoussiérage ;
- Les retouches suivant les besoins avec une couche de primaire antirouille, aux résines alkydes et pigments anticorrosion, en phase solvant (famille I, classe 4a).

Application de peinture, en phase solvant (famille I, classe 4a) :

- Une couche intermédiaire en peinture laque tendue, haute durabilité, aux résines alkydes uréthannes en phase solvant.
- Une couche de finition en peinture laque tendue, haute durabilité, aux résines alkydes uréthannes en phase solvant.

Classement d'aspect : Mat.

Couleur au choix du Maître d'œuvre dans la gamme du fabricant.

État de finition à préciser au cas par cas.

↳ Localisation : Ensemble du projet (Cf plans)

5.4 PEINTURE SUR OUVRAGES MÉTALLIQUES

Les travaux préparatoires comprennent :

- Le nettoyage, dégraissage, grattage de la calamine, brossage de la rouille, dépoussiérage ;
- Les retouches suivant les besoins avec une couche de primaire antirouille, aux résines alkydes et pigments anticorrosion, en phase solvant (famille I, classe 4a).

Application de peinture, en phase solvant (famille I, classe 4a) :

- Une couche intermédiaire en peinture laque tendue, haute durabilité, aux résines alkydes uréthannes en phase solvant.
- Une couche de finition en peinture laque tendue, haute durabilité, aux résines alkydes uréthannes en phase solvant.

Classement d'aspect : satiné brillant.

Couleur au choix du Maître d'œuvre dans la gamme du fabricant. Blanc en l'absence d'indication.

État de finition à préciser au cas par cas.

Localisation : Ensemble du projet (Cf plans), main courante des escaliers, grilles barreaudées et portes baraudées

5.5 TRAITEMENT DES MURS

L'entreprise assurera le traitement des murs soit par l'utilisation de résine :

- L'opération consistera à rapporter sur toute la surface une armature synthétique fixée par des chevilles d'ancrage tous les 40 cm avec un recouvrement des lés de 10 cm et un chevillage supplémentaire dans les angles rentrants et saillants. Le tout devra être parfaitement noyé dans la résine époxydique sans solvant Sikafloor 94F (1,1 kg/m²), avant l'application au rouleau d'une couche supplémentaire (300 g/m² cette fois) – ou techniquement équivalent.
Sablée jusqu'à refus de sable de quartz sec de granulométrie 0,1-0,3 mm (3 kg/m²), cette surface pourra recevoir après douze heures d'attente un produit de lissage P3, préalable à la pose du revêtement de finition : au choix, en l'occurrence un revêtement résine compris remontées sur la totalité de la paroi murale (intégrant les plinthes).

L'entreprise assurera le traitement des murs soit par l'utilisation de peinture :

- Résine spéciale polyuré-uréthane classée non inflammable | Souplethane 5 COR FRB M1 ou équivalent
 - Revêtement non-inflammable, Classement au feu : B-s2, d0
 - Nature chimique : Résine polyurée-uréthane (aromatique) à 2 composants
 - Composition : Composant A - polyol : Liquide couleur crème opaque /Composant B – isocyanate : Liquide ambré transparent
 - Sans solvant, sans odeur
 - Excellente adhérence : 3 MPa sur support béton / 9 MPa sur support acier
 - Résistance aux chocs thermiques et à l'hydrolyse : 90°C
 - Résistance à la compression : > 110 MPa
 - Résistance chimique pH de 1 à 13
 - Classement de réaction au feu : M0 ; M1
 - Température d'utilisation : entre -50 °C et +120 °C
 - Résistance à la traction : 20 MPa
 - Résistance à la compression : à partir de 110 MPa
 - Dureté Shore : 95 shore A
 - Poids / Volume / Masse
 - Densité : 1.43 g/ml
 - Autres caractéristiques techniques du produit
 - Support d'application : béton ; métal ; plâtre ; structure en bois
 - Type d'usage : mur ; sol
 - Type de base : résine

⇒ Localisation : Cellules adaptées PMR et peinture localisée

5.6 REVÊTEMENT DE SOL EN RÉSINE

Le présent document décrit les prescriptions techniques relatives à la fourniture et à l'application d'un revêtement de sol en résine dans les locaux concernés.

Les travaux portent sur la mise en œuvre d'un revêtement en résine pour :

- Locaux techniques
- Zones industrielles ou commerciales
- Espaces publics/piétonniers (si applicable)
- Tout autre espace spécifié par le maître d'ouvrage.
- Nettoyage du sol existant : Décapage et dépoussiérage.
- Réparation des irrégularités du support (fissures, trous) avec un mortier compatible.
- Ponçage ou grenaillage pour garantir une bonne adhérence de la résine.

- Application d'un primaire d'accrochage adapté au type de support.
 - Type de résine :
 - Résine époxy
 - Teinte et finition grise
 - Épaisseur minimale : 3 mm (ou selon les besoins).
 - Application en plusieurs couches (primaire, corps de résine, couche de finition) pour garantir une durabilité optimale.
 - Sablage intermédiaire si antidérapant requis.
 - Pose en conformité avec les règles de l'art et les spécifications du fabricant.
- ↳ Localisation : Cellule PMR & ensemble des portes

5.7 REPRISE DE SOL

Préparation du site :

- Protection des zones environnantes.
- Dépose et évacuation des revêtements existants et autres éléments incompatibles avec les nouveaux travaux.

Analyse du sol :

- Évaluation de l'état du sol en place, incluant la réalisation d'essais de portance (si requis).

Reprise structurelle :

- Excavation des sols détériorés ou instables.
- Apport de matériaux de remblai conformes (graves, granulats ou sable stabilisé).
- Compactage mécanique pour garantir une portance minimale conforme aux spécifications du projet.

Nivellement et préparation de surface :

- Mise en place d'une sous-couche stabilisée.
- Nivellement précis avec contrôle laser pour garantir la planéité et le respect des pentes nécessaires.

Revêtement final :

- Pose de la couche de finition : chape béton, carrelage, parquet ou autre revêtement spécifié dans le projet.
- Mise en œuvre des joints de dilatation et traitement des points singuliers.

Matériaux de remblai : Gravillons concassés 0/20 ou matériaux équivalents, conforme à la norme NF EN 13242.

Sous-couche : Mortier stabilisé ou grave-ciment selon prescriptions.

Revêtement : Conforme au descriptif technique de l'ouvrage (exemple : carrelage NF EN 14411 pour les carreaux céramiques).

↳ Localisation : Ensemble du projet (Cf plans et tableau des portes)

5.8 PLAFOND

Généralités des ouvrages de faux plafond

Les principaux documents officiels de référence sont les suivants : les C.C.T.G. édités par le C.S.T.B., en vigueur à la signature du marché les C.C.S. édités par le C.S.T.B., en vigueur à la signature du marché, sauf stipulations contraires définies dans les articles ci-dessus l'ensemble des textes officiels relatifs aux règles de protection et de sécurité sur les chantiers toutes les prescriptions propres au présent projet qui pourraient être demandées par la Commission de Sécurité.

Les matériaux et matériels employés seront toujours de bonne qualité dans l'espèce indiquée conformes aux normes françaises AFNOR homologuées à la date de la signature du marché définitif.

Classements des faux plafonds suspendus

La dépose sera soigneuse. Les plaques déposées et demeurant en bon état pourront être en partie laissées à disposition du centre de semi-liberté et permettront le remplacement des plaques abimées par la manutention et les travaux. En présence d'isolation phonique ou acoustique, celle-ci sera laissée en place ou remplacée.

Les panneaux reposeront sur une ossature métallique apparente en acier galvanisé de type T24 Quick lock constituée de profilés en T d'une hauteur de 35mm et dont la semelle d'une largeur de 24mm sera de couleur blanche.

Une cornière de rive assurera la finition en périphérie.

La mise en œuvre sera réalisée conformément aux prescriptions de la norme NF P 68-203-1 et 2, référence DTU 58.1

- Mise en œuvre d'un profilé en aluminium laqué en forme de U ou de F fixé en sous face de poutre ou dalle en rive des plafonds suspendus afin d'habiller la tranche de la plaque de faux-plafond. Ce profilé sera nécessaire chaque fois que le faux-plafond ne viendra pas en butée contre la cloison ou la façade.
- Y compris toutes sujétions de mise en œuvre, de découpe, d'adaptation, d'accessoires de finition, clips anti-soulèvement, etc
- Les coffrages, joues périphériques, reprises en limite d'intervention seront dus au titre du marché, y compris mise en peinture.
- Plaques de faux plafond de type Acoustichoc A40, 600x600 ou équivalent
- Blanc : L = 94.8% - selon la norme NF EN ISO 11664-4.
- Brillance : Mate - Le niveau de brillance est de 0,75% avec un angle de 85° - selon la norme NF EN ISO 2813.
- Absorption acoustique : $\alpha_w = 1$
- Réaction au feu : A2-s1, d0
- Réflexion lumineuse : > 87% pour le blanc
- 100% plan quel que soit le degré d'hygrométrie
- Résistance thermique : 1.10 m². K/W
- Diffusion de la lumière : 100% de la lumière est diffusée.

↳ Localisation : Ensemble du projet (Cf plans et cahier technique)

5.9 NETTOYAGE AU FIL DE L'EAU

Le nettoyage des ouvrages sera réalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux et concernera l'intégralité de la zone d'intervention (liste non limitative) :

- L'ensemble des menuiseries intérieures, extérieures et quincaillerie
- L'ensemble des sols et leurs plinthes
- Les revêtements verticaux y compris la faïence
- Les appareils sanitaires et leur robinetterie
- Les appareillages électriques

Si le nettoyage est jugé insuffisant lors de la réception de l'ouvrage, le Maître d'œuvre pourra, s'il juge nécessaire, faire réaliser les travaux complémentaires de nettoyage par une entreprise spécialisée et ce, à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du présent lot.